

## **Communes en danger !**

*Pour des services publics de qualité - Pour des investissements d'avenir*

*Contre la baisse des dotations de l'Etat*

L'Etat a décidé de réduire de 30 % les dotations, jusque-là accordées aux communes et intercommunalités, pour assurer leurs missions quotidiennes et de proximité, y compris les plus vitales. Nos collectivités font d'ores et déjà des efforts de gestion important et elles modernisent chaque jour les services publics locaux.

Depuis plusieurs mois, des milliers de communes et l'association des Maires de France font des propositions visant à revenir sur cette amputation budgétaire qui aurait des conséquences très fâcheuses dans chaque commune de France, sans exception.

Si rien ne change, nos communes seront mises en danger, les investissements et les services publics locaux seront menacés. Tout ce qui fait la qualité de vie et le lien social sera mis à mal : crèches, écoles, cantines, centres d'action sociale, logements, transports, équipements sportifs et culturels, collecte et gestion des déchets, entretien des espaces verts, cimetières, accueil du public, voirie, etc.

Dans le cadre de la journée de mobilisation du 19 septembre 2015, coordonnée par l'Association des Maires de France, nous appelons le Gouvernement et le Président de la République à revenir sur cette baisse des dotations. Elle entraîne déjà partout une baisse importante de l'investissement public qui est alimenté à 70 % par les collectivités locales ! Moins d'investissement, ce sont des carnets des commandes moins remplies pour toutes les entreprises de nos territoires, et donc du chômage en plus. En 2015, alors que la France accueille le sommet mondial sur le climat, il s'agit à l'inverse de favoriser des investissements d'avenir et de sortir de ce mécanisme absurde de récession économique.

Plus de 17 000 communes ou intercommunalités de France, par la voix de leur conseil municipal ou communautaire, se sont déjà prononcées contre cette baisse sans précédent des dotations de l'Etat.

Nous appelons tous nos concitoyens à signer « *l'Appel du 19 septembre pour les communes de France* » (sur le site [www.change.org](http://www.change.org)).

Tous les Français doivent faire « cause commune » : c'est leur vie quotidienne et la cohésion des territoires qui sont en jeu !

Christophe FERRARI, président de Grenoble-Alpes Métropole, maire du Pont-de-Claix

Eric PIOLLE, maire de Grenoble, coprésident du groupe RCSE

Francie MEGEVAND, maire d'Eybens, coprésidente du groupe RCSE

Jacques NIVON, maire de Champ-sur-Drac, président du groupe ADIS

Jean-Paul TROVERO, maire de Fontaine, président du groupe CCC

Denis ROUX, maire de Noyarey, président du groupe des non-inscrits – société civile

Raphaël GUERRERO, maire de Jarrie, vice-président aux finances de Grenoble-Alpes Métropole